



RENDRE LES ENVOIS DE FONDS PLUS RAPIDES, PLUS SÛRS ET MOINS COÛTEUX ET FAVORISER L'INCLUSION FINANCIÈRE DES MIGRANTS



Actions connexes

- a. **Élaborer un plan d'action pour ramener au-dessous de 3 pour cent les commissions imposées aux migrants** et pour éliminer les circuits d'envois de fonds dont les coûts dépassent 5 pour cent d'ici à 2030, conformément à la cible 10.c du Programme de développement durable à l'horizon 2030
- b. **Promouvoir et appuyer la Journée internationale des envois de fonds à la famille et le Forum mondial sur les transferts d'argent**, l'investissement et le développement du Fonds international de développement agricole, qui offre à tous les acteurs intéressés un espace de choix pour nouer et renforcer des partenariats dans l'objectif de trouver des moyens nouveaux de rendre les envois de fonds plus rapides, plus sûrs et moins coûteux
- c. **Harmoniser les réglementations du marché des envois de fonds et accroître l'interopérabilité des infrastructures des différents circuits**, tout en veillant à ce que les mesures prises pour lutter contre les flux financiers illicites et le blanchiment d'argent n'entravent pas les envois de fonds des migrants par l'imposition de règles indues, trop strictes ou discriminatoires

- d. Adopter des cadres normatifs et réglementaires qui favorisent la concurrence et l'innovation sur le marché des envois de fonds**, qui éliminent les obstacles empêchant indûment les prestataires de services non bancaires d'accéder à l'infrastructure de paiement, qui prévoient des exonérations ou des incitations fiscales pour les envois de fonds, qui facilitent l'accès au marché à différents prestataires de services, qui incitent le secteur privé à élargir son offre de services et qui renforcent la sécurité et la prévisibilité des transactions portant sur de faibles montants, tout en veillant à réduire les risques et en mettant au point une méthode pour distinguer les envois de fonds des flux illicites, en collaboration avec les prestataires de services et les autorités de contrôle des marchés financiers
- e. Développer des solutions technologiques innovantes pour les envois de fonds**, comme les paiements mobiles, les outils numériques ou la banque en ligne, le but étant de réduire les frais, d'accélérer les transactions, de renforcer la sécurité, de stimuler les transferts dans les circuits réguliers et d'ouvrir, en tenant compte de la différence entre les sexes, des circuits de distribution aux populations mal desservies, y compris les personnes vivant en milieu rural, les personnes faiblement alphabétisées et les personnes handicapées
- f. Fournir des informations accessibles sur les coûts des envois de fonds selon les différents prestataires et circuits**, par exemple grâce à des comparateurs en ligne, afin d'améliorer la transparence et la concurrence sur le marché des envois de fonds, et permettre aux migrants et à leur famille, par l'éducation et la formation, d'acquérir une culture financière et d'accéder aux services financiers

- g. Élaborer des programmes et des instruments à l'intention des personnes qui envoient des fonds pour les inciter à investir dans le développement local et la création d'entreprises dans leur pays d'origine,** par exemple par des mécanismes de subvention, des obligations municipales et des accords de partenariat avec les associations municipales, l'objectif étant que l'effet transformateur des envois de fonds s'exerce au-delà de la sphère familiale des travailleurs migrants, à tous niveaux de compétence
- h. Permettre aux migrantes d'avoir accès à des formations d'initiation financière et aux systèmes officiels d'envois de fonds,** d'ouvrir un compte bancaire et de détenir et de gérer des avoirs financiers, des investissements et des entreprises, le but étant de lutter contre les inégalités entre les sexes et d'encourager la participation active des femmes à l'économie
- i. Élaborer des produits bancaires et des instruments financiers à l'intention des migrants et veiller à ce qu'ils y aient accès,** y compris les ménages à faible revenu et les familles dirigées par des femmes, par exemple des comptes bancaires permettant aux employeurs de faire des versements directs, des comptes d'épargne et des contrats de prêt et de crédit, en collaboration avec le secteur bancaire



Exemples de pratiques

Pour plus de pratiques, visitez le **Migration Répertoire des pratiques** de Network Hub

The Northwest Area Immigrant Asset-Building Initiative Initiative « Northwest Area Immigrant Asset-Building »

L'initiative « Northwest Area Immigrant Asset-Building » vise à promouvoir l'intégration, la citoyenneté et la sécurité financière des communautés d'immigrants vivant dans la région nord-ouest des États-Unis. Lancée conjointement par Inclusiv, un intermédiaire certifié du Community Development Financial Institutions Fund, et l'organisation Grantmakers Concerned with Immigration and Refugees, cette initiative témoigne d'une compréhension profonde des types de situations dans lesquelles les immigrants sont plus susceptibles de se trouver, à savoir sans assurance maladie ni accès aux services essentiels (y compris les services financiers), et ayant davantage tendance à vivre dans la pauvreté et à faire face à la barrière financière que représente le coût des demandes de naturalisation (Inclusiv, s.d. a). Dans cette optique, l'initiative a accordé des subventions à deux entités, OneAmerica et le Diversity Center de l'Iowa, qui aident les personnes dont elles s'occupent à remplir les demandes de citoyenneté et à s'acquitter des frais y relatifs à la faveur d'une aide financière et juridique (Inclusiv, s.d. b).

Réduire les coûts des rapatriements de fonds

Des pays comme le Bangladesh et Sri Lanka ont mis en place diverses mesures visant à réduire les coûts des rapatriements de fonds au niveau national.

- au Bangladesh, l'interdiction des accords d'exclusivité a favorisé des conditions de marché concurrentielles et a entraîné une baisse des coûts des rapatriements de fonds.
- à Sri Lanka, la réforme du système de paiement national a entraîné une diminution, de 10 à 5 %, du coût des rapatriements de fonds (Cirasino, 2014).

Avancées techniques en matière de paiement par téléphone mobile

En janvier 2020, Remitly, un service de transfert d'argent en ligne basé aux États-Unis, s'est associé à Alipay, permettant ainsi à ses clients de transférer, depuis leur ordinateur ou leur smartphone, des sommes d'argent pouvant ensuite être réceptionnées à l'aide de l'application Alipay (Hurst, 2020). Les avancées techniques dans le domaine des paiements par téléphone mobile peuvent faciliter des rapatriements de fonds plus rapides et moins coûteux (Kunze, s.d.). Après avoir lancé SendMoneyPacific (SMP) – un site Web permettant de comparer les coûts de transfert d'argent –, l'Australie et la Nouvelle Zélande ont vu leurs coûts de rapatriements de fonds diminuer de 2,9 % et 2,1 %, respectivement (Cirasino, 2014).



Objectifs de développement durable pertinents

PMO OBJECTIF 20



ODD 1: Pas de pauvreté

■**1.4:** D'ici à 2030, faire en sorte que tous les hommes et les femmes, en particulier les pauvres et les personnes vulnérables, aient les mêmes droits aux ressources économiques et qu'ils aient accès aux services de base, à la propriété foncière, au contrôle des terres et à d'autres formes de propriété, à l'héritage, aux ressources naturelles et à des nouvelles technologies et des services financiers adaptés à leurs besoins, y compris la microfinance



8 SDG: Travail décent et croissance économique

■**8.10:** Renforcer la capacité des institutions financières nationales de favoriser et généraliser l'accès de tous aux services bancaires et financiers et aux services d'assurance



10 SDG: Inégalités réduites

■**10.c:** D'ici à 2030, faire baisser au-dessous de 3 pour cent les coûts de transaction des envois de fonds effectués par les migrants et éliminer les circuits d'envois de fonds dont les coûts sont supérieurs à 5 pour cent



17 SDG: Partenariats pour la réalisation des objectifs

- 17.3:** Mobiliser des ressources financières supplémentaires de diverses provenances en faveur des pays en développement
- 17.7:** Promouvoir la mise au point, le transfert et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement en faveur des pays en développement, à des conditions favorables, y compris privilégiées et préférentielles, arrêtées d'un commun accord
- 17.18:** Faire en sorte que la banque de technologies et le mécanisme de renforcement des capacités scientifiques et technologiques et des capacités d'innovation des pays les moins avancés soient pleinement opérationnels d'ici à 2017 et renforcer l'utilisation des technologies clefs, en particulier de l'informatique et des communications